

POLITIQUE

Le rêve d'un nouveau front populaire

Collectifs unitaires . À Bagneux, les antilibéraux travaillent sur leur programme et décident d'en débattre avec leurs concitoyens.

Bagneux, dans la banlieue parisienne, salle Gabriel-Péri, la réunion du Comité balnéolais d'union populaire pour un rassemblement antilibéral et des candidatures communes n'a presque plus rien d'un événement. Il faut dire que depuis la fin de l'été le comité se réunit régulièrement. Assemblées ouvertes à tous, fréquentes, trop même, de l'avis de certains. « La semaine dernière, on était plus nombreux », remarque Marie-Jeanne. Ils sont tout de même une trentaine autour de la table pour étudier le « programme » en vue de la rencontre nationale des collectifs, le week-end prochain à Nanterre. Pas de temps mort, la discussion s'engage dans le vif du sujet, programme en main. Didier, militant de la LCR aurait souhaité que le texte s'ouvre « sur les conditions économiques » et Alain, également de la LCR, se demande « s'il y a vraiment rupture avec le pouvoir patronal ». Pour Daniel, qui anime la réunion, « le programme part des aspirations populaires » et il rompt avec la politique actuelle en montrant « qu'il faut changer les priorités ». « On répond aux préoccupations des collègues de travail », confirme Jean-Claude, enseignant au LEP de Bagneux. Marie-Jeanne pense qu'« il faut cerner les principaux sujets. Le texte est trop long, il faut être simple, ajoute-t-elle, et montrer que c'est possible ». Annie, qui vient de réadhérer au PCF, pense en revanche qu'il ne faut pas chercher à simplifier. « Il faut un effort personnel pour trouver à répondre aux problèmes des gens. Il faut donc débattre du fond. » Même réflexion de Daniel, militant communiste à la RATP, qui, en référence au combat contre la constitution européenne, « n'a pas peur des 25 pages » et considère qu'il « faut investir ce texte qui n'est pas congelé ». Il avance des propositions sur les transports qui doivent devenir « un droit ».

Nombre de participants sont communistes et semblent à l'aise avec un programme « qui leur va bien ». Ça n'empêche évidemment pas les discussions. Débat sur le SMIC à 1 500 euros, « possible immédiatement », selon Alain, ce que conteste Bernard, un syndicaliste. Débat également sur les minima sociaux. « Pas de chiffre », souhaite Jean-Claude. « 1 200 euros », exige Andréa, longtemps chômeuse, qui raconte que les gens dans sa situation « crevaient de faim » et que « c'est plus grave aujourd'hui encore ». « C'est agréable que le texte ne soit pas bouclé », estime Marc, instituteur communiste, qui sent « une écoute dans la salle des maîtres » quand il parle des collectifs. Alexis, « citoyen, infirmier et syndicaliste » assiste à sa première réunion. « Il y a une vraie attente d'espoir, annonce-t-il. Il faut autre chose, mais les gens se demandent quoi. Ils ne veulent plus de la gauche plurielle, mais rêvent d'un nouveau front populaire. Il faut mettre un coin, une entaille dans la vie politique. » Pour poursuivre la discussion, on va s'adresser aux militants associatifs et syndicalistes de Bagneux et préparer des débats sur l'emploi, le logement et la démocratie. Avec une préoccupation commune que Daniel, l'animateur de la réunion, résume ainsi : « Il faut s'adresser à nos concitoyens de Bagneux, ville populaire, tels qu'ils sont. Pour leur montrer que ce programme, ça vaut le coup et c'est possible. »

Olivier Mayer